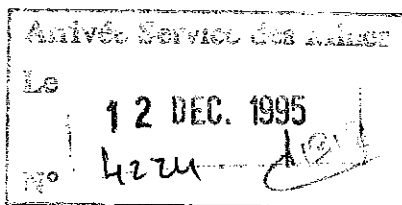




Nouméa, le 08 DEC 1995

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



EC/VD
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

BUREAU DES AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6032 - 6794 - 95/SGPS/BAG

Le Président,

A Monsieur le Directeur des
Etablissements BALLANDE
BP C4 - 98848 NOUMEA CEDE

O B J E T : Mise en demeure

REFERENCE : - Délibération n°14 du 21 juin 1985 relative
aux installations classées pour la protection
de l'environnement

- Lettre de l'Inspecteur des Installations
Classées n°3160-DICTE-2228/LO/SA du
26 juin 1995

Monsieur le Directeur,

Vous exploitez rue Papin à Ducos, une entreprise
visée aux rubriques 125 (torréfaction de graines) et 142
(dépôts de liquides inflammables) de la nomenclature des
installations classées pour la protection de l'environnement.

Votre installation aurait dû faire l'objet d'une
déclaration préalable à sa mise en exploitation. L'inspecteur
des installations classées vous a indiqué par lettre rappelée
en référence, la procédure à suivre pour régulariser votre
situation.

Cette lettre est demeurée sans effet. Il est donc
impératif que vous régularisiez votre situation.

Conformément aux dispositions de l'article 49 de la
délibération précitée, je vous accorde un délai d'un mois à
compter de la réception de la présente lettre pour procéder à
la déclaration auprès du Président de l'Assemblée de la
Province Sud. L'Inspecteur des Installations Classées se tient
à votre disposition au Service des Mines pour vous aider à
effectuer cette formalité.

Passé ce délai, il pourra vous être appliquées les
sanctions pénales et administratives prévues par le texte.

Je vous rappelle par la même occasion que toute modification apportée aux conditions d'exploitation d'une installation classée doit également faire l'objet d'une déclaration.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Copie à : SERVICE DES MINES

Pour le Président et par Délégation
Le chef du Sce de la Coordination
des Affaires Juridiques et Générales
du Secrétariat Général

G. PHAN

